

30 ans d'histoire sociale



Collection SNJ

Olivier Samain est un homme sérieux et consciencieux. Quand il se rend aux réunions de la Commission de la carte, il arrive avec son vade-mecum, (le texte de loi des membres de la CCIJP) sous le bras : « *Je révise dans le métro* », lâche-t-il dans un sourire.

Né 8^e dans une famille de 9 enfants à Angers, il ressent très tôt l'appel du journalisme. À 10 ans, il édite un petit

journal d'actualité. En 1982, à l'issue de ses études de journalisme, il remporte la bourse Lauga d'Europe 1. Olivier est aussi un fidèle ; 36 ans après il n'a pas quitté la station. Présentateur, il fut un temps chargé des éditions matinales. Puis il couvre la grève chez Renault au Mans en 1985 et la lutte des salariés d'Alstom à Belfort. Olivier est alors frappé par la dimension humaine très forte du conflit, et le rôle, primordial, joué par les syndicats.

Dès lors, il sera chargé de la rubrique sociale. « *J'aime être aux premières loges, là où se construit le droit.* » Et Olivier d'ajouter :

« *Les partenaires sociaux, les syndicats, je les aime bien : des gens qui s'engagent, qui ont une expertise, qui se forment, et surtout des personnes majoritairement désintéressées.* »

Humble et courtois, il porte également une grande attention aux rapports humains au sein de sa propre entreprise. Olivier a exercé à peu près tous les mandats : DP, CE, DS et membre du comité de groupe. Pendant longtemps, Europe 1 fut peu politisée, les journalistes plutôt individualistes et peu conscients des enjeux collectifs. Mais ces dernières années, la situation a changé : la chute de l'audience et les bouleversements de grilles à répétition ont bousculé les consciences. Le SNJ est devenu un interlocuteur incontournable. Avec quelques belles victoires, comme la transformation en CDI de contrats précaires dont la direction ne voulait pas entendre parler.

Aujourd'hui, c'est l'avenir même d'Europe 1 qui est au cœur des préoccupations. La valse des directeurs et l'incroyable désinvolture de l'actionnaire Arnaud Lagardère consternent les salariés qui se demandent si la station va pouvoir se redresser. L'heure est donc à la vigilance. Alors, chaque week-end, ou presque, Olivier ferme sa petite entreprise sociale et part se ressourcer sur les terres de son enfance, en bord de Loire. **Geneviève FAURE**

Philippe Descamps

Le système Carignon épinglé

Aujourd'hui, Philippe Descamps est le rédacteur en chef du *Monde Diplomatique*. Mais il n'oublie rien de son parcours depuis Science Po Grenoble. « *J'ai longtemps hésité entre l'ENA et la presse... J'ai choisi le journalisme par curiosité, pour sortir d'un parcours écrit d'avance.* » De ce point de vue, c'est réussi. Après le CUEJ, il effectue, au début des années 1990, ses premières piges à FR3 Alpes.

À l'époque, le maire de Grenoble, c'est le RPR Alain Carignon. Alerté par une conférence de presse d'un élu écologiste d'opposition, Raymond Avrillier, Philippe va commencer à enquêter sur la privatisation du service des Eaux de Grenoble. « *Pendant mes vacances de Pâques 1993, je me suis ruiné en frais de consultation du minitel!* » C'était le début de l'enquête qui lui permettra de découvrir la galaxie Lyonnaise des Eaux et sa mainmise sur les Eaux de Grenoble en contrepartie du financement de la campagne municipale d'Alain Carignon en 1989.

Philippe va avoir du mal à diffuser son enquête. Son rédacteur en chef devient frileux après le retour de la droite au pouvoir en mars 1993. D'autant qu'elle cherche à reprendre la main sur l'audiovisuel public... Et que le ministre de la Communication s'appelle Alain Carignon. À force d'insister, Philippe va pourtant sortir l'affaire mais quelques jours après *Le Monde* et *Le Canard Enchaîné*.

À l'été 1994, Philippe décide d'en tirer un livre, *Le système Carignon*, avec l'élu écologiste Raymond Avrillier. « *J'aurai pu le faire seul, mais pour moi c'était plus honnête de le cosigner avec celui qui m'avait incité à enquêter.* » L'ouvrage sort en mai 1995, six mois et demi après l'incarcération d'Alain Carignon. Mais le nouveau directeur régional de France 3 Rhône-Alpes-Auvergne, Yves Le Boucher d'Hérouville, qui fut actionnaire des journaux de Carignon, n'attend même pas son arrivée en librairie pour faire tomber la sanction. Le 10 mai 1995, 3 jours après l'élection de Jacques Chirac, Philippe apprend qu'il est viré. Le SNJ réagit aussi sec par un tract intitulé « *Le 10 mai, putain déjà* » en référence aux Guignols de l'info qui brocardaient ainsi l'impatience de Chirac dans sa course de candidat à la présidence de la République.

À l'appel du SNJ, de la CFDT et de la CGT, la grève des rédactions de France 3 sera bien suivie. De quoi mettre la pression dans la procédure de conciliation entre la direction et les représentants du SNJ, Olivier Da Lage et Danielle Darras. France 3 finit par accepter d'embaucher Philippe... à Rouen ou Boulogne-sur-Mer. Fatigué par ce bras de fer, il préfère une transaction et des indemnités plutôt que de s'éloigner des montagnes et de sa famille. **F. O.**



Collection SNJ